



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Hebdo : [Communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:Communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

**09-07-2015**

## *La Grèce et nous*

*(2<sup>ème</sup> partie. Texte rédigé avant le référendum)*

### **S**yriza ou la fausse alternative

**L**a crise capitaliste en Grèce a balayé le vieux système **clanique** d'alternance ou de coalition entre la droite de « Nouvelle démocratie » et le PASOK qui par leur application des exigences des monopoles ont précipité leur pays dans une crise profonde.

Le PASOK a été le plus touché par la colère populaire et a perdu les 9/10<sup>ème</sup> de son électorat. Cela a eu pour effet de mettre en selle et de renforcer Syriza.

Née de la « coalition de la gauche radicale », Syriza s'est transformée en Parti à tendances de type social-démocrate. Syriza regroupe les révisionnistes de l'ancien KKE dissident, des trotskistes, des maoïstes, des écologistes. Ses progrès électoraux ont été fulgurants. En 10 ans, Syriza est passé de 4,9 % à 36,3 % des voix en 2015.

Syriza a bénéficié logiquement du ralliement de militants et dirigeants du PASOK.

Les médias capitalistes évoquent en Syriza, la « *gauche radicale* » pour mieux faire semblant de s'en effrayer.

Voyons ce pseudo radicalisme.

Syriza est un Parti clairement électoraliste qui a toujours freiné les luttes.

Dans le même temps, Syriza adhère au Parti de la Gauche européenne (PGE), présidé par Pierre Laurent (PCF), parti financé par l'UE.

Tsipras son président et actuel premier ministre s'inscrit dans la refondation du projet européen, sans remettre en cause son caractère de classe, capitaliste.

Il déclare : « *Notre proposition d'une alliance européenne la plus large possible contre l'austérité rejoint la quintessence du processus d'intégration européenne incarnée par Jean Monnet* ».

Ce dernier a toujours défendu la liquidation des souverainetés nationales pour créer un large marché intégrant les États européens capitalistes. Dans l'esprit de Jean Monnet, c'était le seul moyen de réaliser le profit maximum des monopoles ... et d'isoler économiquement l'URSS et le camp socialiste pour le détruire.

Poursuivons : « *Un gouvernement de la gauche en Grèce tendrait la main aux sociaux-démocrates européens, aux libéraux libre-penseurs d'Europe* » (...) nous leur demandons de nous rejoindre dans un projet commun : le projet de stabilisation de la zone euro, une première étape vers une Europe ouverte, démocratique et unie. »

**Syriza constitue bien la relève de la social-démocratie traditionnelle comme Podemos en Espagne.**

**Toute la politique de Syriza vise à dédouaner le capitalisme de sa responsabilité première dans la crise grecque et à n'en dénoncer que certaines conséquences ou le seul « néo-libéralisme ».**

Récupérer la colère et le mécontentement en usant de la démagogie sociale et nationale, telle est la ligne de Syriza et de Tsipras.

Démagogie sociale quand Syriza a semé l'idée que l'on pouvait stopper l'austérité sans luttes et grèves au quotidien, sans s'attaquer au capitalisme.

Pire même, Tsipras a encouragé l'illusion que l'on pouvait réaliser cette politique par des négociations avec l'UE, le FMI, la BCE, c'est-à-dire, les instruments forgés par les multinationales pour exploiter la classe ouvrière et les peuples.

Démagogie nationale quand Syriza flatte les sentiments nationaux blessés des Grecs en évoquant la troïka et l'Allemagne et sa « nouvelle occupation ».

Syriza ainsi visant à récupérer la mémoire héroïque de la résistance grecque contre les nazis. Mais Syriza se gardait bien de répondre à cette question fondamentale : **quelle classe sociale sert la troïka et l'Allemagne de Merkel, quel**

## **système social et économique ? Là aussi, Syriza occulte le capitalisme.**

Dès lors, le peuple grec était appelé à s'en remettre à la délégation de pouvoir : je vote pour toi ... et « tu règles les problèmes ».

**Syriza a su détourner la légitime aspiration à un changement rapide et immédiat, en faisant croire que l'on pouvait le réaliser sans révolution, sans propriété sociale des entreprises et banques, sans pouvoir de la classe ouvrière et du peuple.**

Là où le réformisme n'est pas embarrassé par la démagogie pour capter des voix, les révolutionnaires appellent aux luttes et grèves quotidiennes dans la perspective (plus lointaine) du renversement du capitalisme. Il est mensonger de faire croire à un quelconque changement soi-disant possible dans le cadre du mode de production capitaliste fondé sur l'exploitation du salariat.

## **Les négociations avec l'UE, le FMI, la BCE**

Syriza a dû s'allier avec la droite nationaliste d'ANEL pour détenir une majorité parlementaire.

Ceux qui d'ailleurs espéraient un changement rapide, en ont été pour leurs frais.

Mais Tsipras a trouvé une diversion, en faisant croire que tout dépendait des négociations avec les instances européennes.

**Les partis de la gauche européenne ont relayé l'idée que l'on pouvait sortir de l'austérité par un accord avec Bruxelles qui devrait rompre avec la finance (sic !).**

Ce sont ces mêmes forces qui se mettent à la remorque de Hollande pour qu'il soutienne le gouvernement de Tsipras. Mais comment le champion de l'austérité en France pourrait-il s'opposer à cette même austérité en Grèce ?

Deux projets d'accord ont été avancés. L'un émanant du gouvernement grec, l'autre de la Commission européenne, du FMI, de la BCE. Ces deux projets s'inscrivent dans l'austérité, Tsipras le reconnaît implicitement puisque dans son allocution annonçant le référendum, il traite les propositions de Bruxelles « *d'austérité extrême* », lui qui évoque l'UE pourtant comme la « maison commune européenne ».

Nous avons en Grèce, deux lignes qui s'affrontent :

**La ligne capitaliste qui vise à faire payer la crise et la dette aux seuls travailleurs et peuple grec. Elle est soutenue par les Partis du capital dans toute l'Europe.**

**Le réformisme en considérant le cadre capitaliste comme incontournable, les négociations avec les instances impérialistes comme passage obligé pour obtenir des « avancées » accompagne cette politique du capital.**

**La ligne révolutionnaire considère le système capitaliste et ses instances : UE, OTAN ... comme l'obstacle aux besoins et revendications populaires, obstacle qu'il faut abattre. Cela nécessite des luttes de classe pour faire reculer le capital d'abord puis le battre.**

L'UE prouve une fois de plus dans ses négociations son caractère antidémocratique. Les programmes d'austérité ne sont pas une « option », comme le prétendent les réformistes, mais bien **l'expression des intérêts des monopoles, à appliquer obligatoirement partout !**

Le gouvernement grec tente une nouvelle diversion, le recours au **référendum**.

Et certains à gauche de s'émerveiller sur la force de la démocratie. **Encore faudrait-il que les questions posées soient justes et réellement alternatives !**

Or le débat est gagnant/gagnant pour la politique d'austérité du capital. Nous publions en annexe le tableau comparatif établi par le syndicat de classe PAME entre les propositions de l'UE et celles du gouvernement Tsipras.

En effet, le vote OUI soutenu par Nouvelle Démocratie et le PASOK consiste à approuver les propositions de l'UE.

Le vote NON (soutien aux propositions du gouvernement grec) est appuyé par Syriza, ANEL ... et les nazis d'Aube dorée qui réclament en plus la sortie de la Grèce de l'Euro.

Il s'agit d'un piège puisque dans les deux cas, la politique du Capital faisant payer la crise par les travailleurs sera maintenue.

Le KKE appelle à contourner le piège. Il avance les revendications suivantes :

*« Annulation unilatérale de la dette, NON aux propositions d'accord UE-BCE-FMI comme du gouvernement grec ».*

PAME et le KKE agissent sur ce double front comme le montre le succès de la journée d'actions du 26 juin.

Dans son programme adopté au Congrès du 20 juin, **notre Parti révolutionnaire – Communistes – rappelle que la bataille contre l'Europe capitaliste est indissociable du**

**combat pour le renversement du capitalisme, qu'il serait illusoire de penser qu'une France capitaliste « sortie » de l'UE et de l'euro puisse améliorer le sort des travailleurs. La même politique se poursuivrait puisque dans ou hors de l'UE, sans rupture révolutionnaire, les monopoles continueraient de diriger le pays.**

Le KKE s'inscrit également dans cette démarche puisqu'il exige : la rupture avec l'UE de pair avec l'exigence de socialisation des monopoles et du pouvoir des travailleurs et du peuple.

Pour cela, le KKE appelle à voter au référendum pour un bulletin KKE exprimant ses positions.

Pour toutes ces raisons, dans le contexte difficile qu'affronte le peuple grec (auquel il faut ajouter l'existence influente d'un parti nazi), **nous lui exprimons notre solidarité internationaliste en condamnant le capitalisme et ses diktats exprimés par l'UE, le FMI, la BCE.**

Mais notre Parti ne saurait être solidaire d'un gouvernement grec d'aménagement du système capitaliste.

**Seule la lutte et la mobilisation populaire en Grèce comme partout peuvent faire reculer le capital dans la perspective d'abattre le capitalisme.**

1/07/15

ANNEXE :

Comparaison entre les positions des créanciers et du gouvernement SYRIZA-ANEL (Site de PAME)

**Ci-dessous les 13 propositions du mémorandum établies par la Troïka, suivies, pour chacune de ces propositions, de la mention "*même position*" ou de la version "*Syriza-Anel*"**

**Le mémorandum UE-FMI-BCE / Le mémorandum Syriza-Anel**

1. L'âge de la retraite à 67 ans pour tous les travailleurs, imposées pour 2022 / 1. *L'âge de la retraite porté à 67 ans pour tous les travailleurs, imposées en 2025 (Syriza/ANEL)*

2. Augmentation des cotisations des pensionnés pour soins de santé (qui seront prises à partir de leurs pensions) de 4 % à 6 % / 2. *Augmentation des cotisations des retraités pour les soins de santé (dont les contributions seront prises à partir de leurs pensions) de 4 % à 5 % (Syriza/ANEL)*

3. Augmentation des cotisations des employés pour les soins de santé (qui seront pris sur leurs salaires) de 4 % à 5 % / *MÊME POSITION*
4. Coupes dans le budget de l'Etat pour les Pensions : 0,5 % du PIB pour 2015, 1 % du PIB pour 2016 / *MÊME POSITION*
5. " Amende " pour retraite anticipée relevée de 10% / *MÊME POSITION*
6. Réduction du "coût de la main d'œuvre " du secteur public au 1/1/2016 / *MÊME POSITION*
7. Maintien de la taxe dite "taxe de solidarité" / *MÊME POSITION*
8. Le salaire minimum défini par la législation du mémorandum / *MÊME POSITION*
9. Continuation de la collecte de la « taxe unique sur les successions »- ENFIA jusqu'en 2016 / *MÊME POSITION*
10. Augmenter les rentrées budgétaires par le biais de la **TVA à 1 % du PIB / 10. Augmenter les rentrées budgétaires par le biais de la TVA à 0,93 % du PIB (Syriza/ANEL)**
11. TVA portée à 23 % pour les aliments en conserve et emballés, 13 % pour les denrées alimentaires de base, l'électricité et les hôtels, 6% pour les médicaments, les livres, 23 % pour tout le reste / *MÊME POSITION*
12. La taxation des armateurs doit être imposée / 12. *La taxation des armateurs ne doit pas être imposée (Syriza/ANEL)*
13. Privatisations des ports, des aéroports, de l'infrastructure, Propriétés de l'Etat / *MÊME POSITION*